

Un puzzle himalayen entre la Chine et l'Inde, une énigme.

Le 25 juin 2020 Par Pepe Escobar en exclusivité pour Consortium News
<https://consortiumnews.com/2020/06/25/pepe-escobar-the-india-china-himalayan-puzzle/>
Pepe Escobar, journaliste brésilien chevronné, est le correspondant itinérant de l'Asia Times, basé à Hong Kong. Son dernier livre s'intitule "2030". Suivez le sur Facebook.



Une vallée près de Kangan, au Cachemire. (Photos du Cachemire, Flickr)

La frontière entre l'Inde et la Chine est un échiquier stratégique et elle est devenue beaucoup plus complexe.

C'était tout droit sorti d'un thriller romantique oriental se déroulant dans l'Himalaya : des soldats se battant avec des pierres et des barres de fer en pleine nuit sur une crête montagneuse à plus de 4 000 mètres d'altitude, certains plongeant vers la mort dans une rivière presque gelée et mourant d'hypothermie.

En novembre 1996, la Chine et l'Inde avaient convenu de ne pas utiliser d'armes à feu le long de leur frontière de 3 800 km, appelée ligne de contrôle effective (LAC), laquelle a parfois tendance à dérailler en devenant hors de contrôle.

Pourtant, il ne s'agissait pas d'une simple bagarre himalayenne de plus. Bien sûr, il y avait des échos de la guerre sino-indienne de 1962, qui avait commencé à peu près de la même façon, amenant Pékin à vaincre New Delhi sur le champ de bataille. Mais aujourd'hui, l'échiquier stratégique est bien plus complexe et fait partie du nouveau grand jeu du XXI^e siècle.



L'armée indienne en marche lors de la guerre de 1962, durant laquelle l'armée de l'air indienne n'a pas été utilisée. (Revue de la défense indienne)

Il fallait désamorcer la situation. Les principaux commandants militaires de Chine et d'Inde se sont finalement rencontrés en face à face le week-end dernier. Et mardi, le porte-parole du ministre chinois des affaires étrangères, Zhao Lijian, a confirmé qu'ils "étaient d'accord pour prendre les mesures nécessaires pour favoriser un apaisement de la situation."

L'Armée indienne est d'accord : "Il y a eu un consensus mutuel pour se désengager (...) de toutes les zones de friction à l'est du Ladakh."

Un jour plus tard, la percée a été confirmée lors d'une réunion par vidéoconférence des trois ministres des affaires étrangères de Russie, d'Inde et de Chine, également appelés les CIR : Sergey Lavrov, Subrahmanyam Jaishankar et Wang Yi. Le président Vladimir Poutine, le premier ministre Narendra Modi et le président Xi Jinping Xi se rencontreront en personne en marge du sommet du G-20 en Arabie Saoudite en novembre prochain.

Et cela suivra probablement une autre vidéoconférence spéciale le mois prochain, à Saint-Pétersbourg, lors des sommets combinés des BRICS et de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

Comment en est-on arrivé là ?

Le drame himalayen dont nous parlons débute en octobre 1947, lorsque le Maharaja du Cachemire a signé un traité d'adhésion - acceptant la domination de l'Inde en échange d'un soutien militaire. Tout comme le Raj, le Cachemire a également été divisé : l'Ouest et le Nord sont devenus l'Azad ("libre")

du Cachemire et le Gilgit-Baltistan, sous le contrôle du Pakistan ; l'état du Jammu-Cachemire devait devenir une partie autonome de l'Inde ; et, fait significatif, Aksai Chin, qui faisait historiquement partie du Tibet, devint une partie de la Chine.



Une carte de la CIA datant de 2002 montrant les frontières traditionnelles du Jammu et du Cachemire. (CIA, Wikimedia Commons)

Sur le plan personnel, cela a toujours été l'un de mes domaines de voyage et de reportage de prédilection sur le "toit du monde". Non seulement parce que c'est une apothéose géologique unique et à couper le souffle, mais aussi pour ses habitants : Hunzakut, Baltistanis, Kashmiris, Tibétains.

Les deux Cachemires - pakistanais et indien - sont majoritairement musulmans. Partout où vous allez, vous avez l'impression d'être en Asie centrale, et non en Inde. La région aride d'Aksai Chin est pratiquement dépeuplée, hormis quelques postes militaires épars. Le Ladakh oriental, historiquement et culturellement, faisait partie du plateau tibétain. Les gens sont bouddhistes et parlent un dialecte tibétain similaire à celui des habitants d'Aksai Chin.

L'action de Modi



Narendra Modi en 2008. (Norbert Schiller, Forum économique mondial, Wikimedia Commons)

On trouve la source de tous les conflits contemporains en août 2019, il y a donc moins d'un an. C'est à ce moment là que le gouvernement Hindutva - nationaliste hindouiste, quasi-fasciste - dirigé par Modi a unilatéralement révoqué des parties de la constitution indienne qui établissaient le Jammu & Cachemire (J&C) comme région autonome.

Le J&C islamique - héritier d'une longue tradition religieuse et culturelle - a été privé d'un parlement et d'un gouvernement local et a été de facto séparé du Ladakh bouddhiste et de sa très sensible frontière orientale avec la Chine. Ils sont tous tombés sous le contrôle direct de New Delhi.

Les caractéristiques de J&C l'ont protégé depuis 1947 contre l'immigration massive des hindous. C'est maintenant du passé. Pour New Delhi, il s'agit maintenant de gérer un changement démographique, en transformant une zone à majorité musulmane en une zone à majorité hindoue.

Et même cela pourrait ne pas être suffisant. Pour le ministre de l'intérieur Amit Shah, non seulement ce que les Hindutva décrivent comme le Cachemire occupé par le Pakistan (PoK), mais aussi Aksai Chin sont considérés comme des parties de J&C. Ils considèrent toute la vallée du Cachemire comme une partie intégrante de l'Inde. Il est facile d'imaginer comment cela se passe à Islamabad et à Pékin.

Ajoutez à cela l'importance stratégique de ce système fluvial qu'est l'Indus - la principale source d'eau du Pakistan : il prend sa source dans les montagnes du J&C. Il n'est donc pas étonnant que pour Islamabad, toute la province fasse partie du Pakistan et non de l'Inde.



Carte globale de l'Asie Centrale (PANONIAN, CC0, Wikimedia Commons)

Récemment, l'action à travers la ligne de contrôle réelle a été à couper le souffle. L'Inde a réaménagé la base aérienne de Daulet Beg Oldie (DBO), située sur une ancienne route commerciale passant par le col du Karakoram, et surtout à seulement 9 km d'Aksai Chin. Il se trouve que cet aéroport se trouve sur la liaison concrète entre l'Inde et le Xinjiang, et non avec le Tibet.

Parallèlement, l'Inde a construit la route Darbuk-Shayok-DBO, longue de 255 km. Il s'agit d'une réalisation de ce qui est innocemment décrit comme une simple route frontalière entre l'Inde et la Chine.

En pratique, cela signifie que New Delhi dispose désormais d'une plus grande marge de manœuvre pour transporter des troupes et du matériel militaire à travers la LAC. Pas étonnant que Pékin ait interprété cela comme une pression supplémentaire - non désirée - sur Aksai Chin.

Alors que l'Inde construisait une nouvelle route de desserte militaire, ils n'avaient pas réalisé que les Chinois avaient terminé la leur sur Aksai Chin : la route 219, qui relie le Tibet ultra-stratégique au Xinjiang. La route 219 est ensuite reliée à la légendaire route du Karakoram - qui part de Kashgar, traverse la frontière et descend jusqu'à Islamabad.

Une partie importante de l'Aksai Chin a en effet été cédée à la Chine par Islamabad en 1963 en échange d'un soutien financier et logistique.

Comme on pouvait s'y attendre, les patrouilles et l'armée ont été renforcées des deux côtés. Il y a jusqu'à 225 000 soldats indiens juste derrière la LAC. A cela s'ajoute un nombre non divulgué de troupes chinoises très bien équipées. Les Hindous ont montré des images satellites des mouvements chinois à Galwan avant le conflit frontalier. Pas moins de trois sous-districts militaires chinois - subordonnés aux militaires du Tibet et du Xinjiang - ont été impliqués dans les escarmouches à Galwan.

Tout ça vient du CPEC

La frontière entre la Chine et le Pakistan, au col de Khunjerab, et la zone située juste au sud, l'étonnant Gilgit-Baltistan, se trouvent exactement dans ce que les Indiens appellent le Cachemire occupé par le Pakistan (PoK).

Il est absolument inconcevable que Pékin autorise un quelconque aventurisme régional à New Delhi. D'autant plus qu'il s'agit d'un territoire de premier plan, le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), l'un des nœuds clés des nouvelles routes de la soie, allant jusqu'à Islamabad et au port de Gwadar dans l'océan Indien.

Dans un avenir proche, Gwadar aura consolidé ses liens énergétiques directs avec le golfe Persique, et la Chine pourrait même les étendre en construisant un oléoduc/gazoduc jusqu'au Xinjiang.

Pour contrer les nouveaux nœuds de la Route de la Soie en Chine, nous constatons, sur le plan stratégique, le rôle ambigu de l'Inde dans la Quadrilatérale (aux côtés des États-Unis, du Japon et de l'Australie) et dans le programme "Indo-Pacifique" des États-Unis - essentiellement un mécanisme visant à contenir la Chine.

En pratique, et au nom de sa propre "autonomie stratégique", New Delhi n'est pas membre à part entière de la Quadrilatérale. La Quad est un concept tellement flou que même le Japon et l'Australie ne sont pas vraiment enthousiastes.

Les "liens" de défense entre les États-Unis et l'Inde sont légion - mais rien de vraiment significatif, à part une manœuvre autodestructrice de New Delhi pour couper les importations de pétrole de l'Iran. Pour apaiser Washington, New Delhi a considérablement réduit ses propres investissements dans le port de Chabahar - à seulement 80 km de Gwadar - qui, jusqu'à récemment, était considéré comme la porte d'entrée de la route de la soie indienne vers l'Afghanistan et l'Asie centrale.

A part cela, nous trouvons - quoi d'autre ?- des menaces : l'administration Trump est furieuse que New Delhi achète des systèmes de missiles S-400 à la Russie.



Le Premier ministre Narendra Modi avec le Président chinois Xi Jinping. (Narendra Modi, Flickr)

Autonomie ou endiguement ?

La Chine est le deuxième partenaire commercial de l'Inde. Pékin importe environ 5 % de tout ce qui est fabriqué en Inde, tandis que New Delhi importe moins de 1 % de la production chinoise.

Il y a seulement deux mois, dans un discours à la nation sur le Covid-19, Modi a insisté sur "l'Inde autosuffisante" et la "mondialisation centrée sur l'homme", axée sur la fabrication locale, les marchés locaux et les chaînes d'approvisionnement locales.

Malgré toutes les fanfaronnades de Modi, l'aventurisme étranger est incompatible avec la tradition de non-alignement de l'Inde - et cela détournerait même des efforts qui sont vraiment nécessaires vers "l'autonomie".

On espérait beaucoup que l'Inde et le Pakistan, en devenant membres à plein temps de l'OCS,

désamorcerait leur myriade de problèmes. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Pourtant, l'OCS - avec les BRICS - est la voie à suivre si l'Inde veut devenir un acteur important dans le monde multipolaire émergent.



Le régiment de Madras de l'armée indienne. (Mannat Sharma, CC BY 3.0, Wikimedia Commons)

Pékin est très conscient des stratégies impériales d'encerclement et d'endiguement. Il y a plus de 200 bases militaires américaines dans le Pacifique occidental. Les Nouvelles Routes de la Soie, ou Belt and Road Initiative (BRI), ne comptent pas moins de sept corridors de connexion - dont la Route Polaire de la Soie. Cinq d'entre eux sont terrestres. Le seul qui inclut l'Inde est le BCIM (Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar).

Si l'Inde veut se retirer, la BRI continuera de progresser jusqu'au Bangladesh. Il en va de même pour le partenariat économique régional global (RCEP) négocié par 15 pays d'Asie-Pacifique. Ils veulent que l'Inde en fasse partie. New Delhi devient réellement paranoïaque à l'idée que l'ouverture de ses marchés irait gonfler le déficit commercial avec la Chine. Avec ou sans l'Inde, le RCEP continuera également à rouler, aux côtés de la BRI et du CPEC.

Nombreux sont ceux parmi les hindous de la classe dirigeante qui ne voient pas qu'ils sont manipulés à outrance, et à temps plein par les maîtres impériaux qui s'en servent comme d'un véritable front de guerre contre la Chine.

Pourtant, Modi devra faire preuve de *realpolitik* - et réaliser que l'Inde n'est pas une priorité pour Washington : plutôt un pion dans une bataille de dominance à large spectre, de "menace existentielle" contre la Chine, la Russie et l'Iran, qui se trouvent être les trois nœuds clés de l'intégration eurasiennne.

Washington persistera à traiter New Delhi comme un simple pion dans la campagne indo-pacifique pour endiguer la Chine. L'Inde - en théorie très fière de sa tradition d'indépendance diplomatique - préférerait utiliser ses liens avec les États-Unis pour contrecarrer la puissance de la Chine dans toute l'Asie du Sud-Est et comme forme de dissuasion contre le Pakistan.

De plus, Modi ne peut pas miser sur le fait que l'administration Trump le suivra. La seule solution est de s'asseoir et de discuter avec son partenaire Xi du BRICS/OCS : le mois prochain à Saint-Pétersbourg et en novembre à Riyad.